



[SRFF]

ANNUAL PROGRAMME¹ NARRATIVE PROGRESS REPORT

REPORTING PERIOD: 1 JANUARY – 31 DECEMBER 2010

Programme Title & Number
<ul style="list-style-type: none">Programme Title: Prévention et protection des violences sexuelles.Programme Number (if applicable)MDTF Office Atlas Number: 00075797

Country, Locality(s), Thematic Area(s)
République Démocratique du Congo, Province du Sud Kivu et district de l'Ituri.

Participating Organization(s)
UNHCR - UN High Commissioner for Refugees

Implementing Partners
<ul style="list-style-type: none">Agence des Nations Unies : UNHCRMinistère des Affaires Sociales et les Divisions des Affaires SocialesONG Internationales : ICCO (Sud Kivu) et COOPI (Ituri)ONG nationale : CAMPS (Sud Kivu)

Programme/Project Cost (US\$)
MDTF Fund Contribution : \$US760.024,00
Agency Contribution
<ul style="list-style-type: none">by Agency (if applicable)
Government Contribution (if applicable)
Other Contribution (donor) (if applicable)
TOTAL: \$US760.024,00-

Programme Duration (months)
Overall Duration 12 mois
Start Date ² Sud Kivu : Juillet 2010 Ituri : Octobre 2010
End Date or Revised End Date, (if applicable) Operational Closure Date ³ Expected Financial Closure Date

Programme Assessments/Mid-Term Evaluation
Assessment Completed - if applicable <i>please attach</i>
Yes No Date: _____
Mid-Evaluation Report – <i>if applicable please attach</i>
Yes No Date: _____

Submitted By
<ul style="list-style-type: none">Name:Title:Participating Organization (Lead):Email address:

¹ The term “programme” is used for programmes, joint programmes and projects.

² The start date is the date of the first transfer of the funds from the MDTF Office as Administrative Agent. Transfer date is available on the [MDTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org) (<http://mdtf.undp.org>).

³ All activities for which a Participating Organization is responsible under an approved MDTF programme have been completed. Agencies to advise the MDTF Office.

NARRATIVE REPORT FORMAT

I. Purpose

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la composante Protection et Prévention et l'approche suggérée ainsi que les activités proposées répondent aux orientations de la Note Conceptuelle développée pour cette composante (voir activités A.3; A.5; A.9; B.5 ;B.6 ;C.3)⁴.

Objectif 1 : Contribuer à la création d'un environnement protecteur à travers le renforcement des capacités des communautés dans la prévention des violences sexuelles et en soutenant le développement des connaissances sur les risques, menaces, pratiques et attitudes vis-à-vis des violences sexuelles (VS).

Objectif 2 : Améliorer la réponse programmatique et l'harmonisation des approches dans le cadre de la protection et de la prévention des violences sexuelles (VS).

Province/Territoires de mise en œuvre

Conformément aux priorités géographiques d'intervention déterminées au sein des groupes de travail protection et prévention et validées dans les instances de coordination provinciales et nationales, le programme était mis en œuvre dans le District de l'**Ituri**, territoires de Mahagi, Aru et Mambasa de la Province Orientale et dans les territoires de Walungu, Kahale, Kabare, Mwenga dans la province du **Sud Kivu**.

Partenaires de mise en œuvre

La mise en œuvre du programme était assurée par les acteurs suivants :

- UNHCR, mise en oeuvre directe des activités de coordination au Sud Kivu et en Ituri, développement des modules de sensibilisation, préparation des rapports trimestriels de la composante protection et prévention.
- CAMPS, ONG Congolaise, qui a assuré au Sud Kivu la réalisation des activités de sensibilisation et de formation ainsi que la réalisation d'une étude sur les causes et pratiques liées aux violences sexuelles.
- ICCO, ONG Internationale, qui a assuré au Sud Kivu la réalisation des activités de sensibilisation et de formation complémentaires à celles mises en œuvre par CAMPS ainsi que la création des comités de médiation.
- COOPI, ONG Internationale, qui a assuré la réalisation des activités de sensibilisation et de formation ainsi que la réalisation d'une étude sur les causes et pratiques liées aux violences sexuelles dans le District de l'Ituri.
- Le Ministère des Affaires Sociales ainsi que les Divisions des Affaires Sociales pour le soutien aux activités de coordination ainsi que les visites de suivi des activités.

Démarrage des activités

Dès l'approbation des programmes le UNHCR, en sa qualité d'Agence de déboursement des fonds, a procédé à la signature des sous accords avec les différents partenaires de mise en oeuvre.

Les partenaires ICCO et CAMPS ont pu commencer les activités en **Juillet** grâce à leur capacité de pré financement. En Ituri, le programme a subi des délais dans le démarrage des activités dus à la nécessité pour le partenaire d'attendre le déboursement de la première tranche des fonds mais aussi à la nécessité d'harmoniser des procédures administratives. Le démarrage des activités a donc eu lieu en **Octobre** 2010.

Principaux Résultats obtenus jusqu'en Décembre 2010:

Résultat 1 : La connaissance et la compréhension de la problématique des violences sexuelles sont améliorées dans les territoires ciblés.

Depuis Juillet 2010 au Sud Kivu et Octobre 2010 en Ituri, les activités de sensibilisation se sont déroulées régulièrement à travers :

- Création et appui des structures communautaires, tels que les réseaux communautaires, comités de vigilance, les comités de médiation et de défense
- Mise en place des carrefours d'échange et d'autopromotion du leadership féminin
- les sessions de Cinéma Mobile

⁴ Voir Note Conceptuelle Composante Protection et Prévention, Annexe I

- les sessions de théâtre
- les journées communautaires et des débats publics
- la diffusion des programmes radio
- la réalisation d'une étude sur les causes et pratiques liées aux violences sexuelles, diffusion et discussion sur les résultats préliminaires

Résultat 2 : Les capacités et les compétences des acteurs locaux dans la protection et la prévention des VS sont renforcées

En 2010 des programmes de renforcement des capacités ont été menés régulièrement pour

- leaders communautaires
- membres des ONG et associations locales
- membres des réseaux communautaires et comités de vigilance
- production de modules de sensibilisation standard, d'outils de support à la sensibilisation (posters et boîtes à images)

Résultat 3 : La coordination des interventions en Protection et Prévention est assurée et les approches standardisées

- réunions mensuelles des groupes de travail protection et prévention convoquées et gérées par UNHCR conjointement avec les représentants de la Division Affaires Sociales
- tenue de réunions bilatérales pour la coordination des activités
- production d'outils pour le mapping des intervenants et l'analyse des besoins

II. Ressources

Financial Resources:

Le programme était conçu en guise de renforcement des programmes déjà en cours.

Particulièrement, en Ituri, le présent programme est intervenu en renforcement des activités de réponse déjà financées par USAID.

Au Sud Kivu, les activités et ressources allouées à travers ce programme étaient complémentaires à celles déjà en cours de mise en œuvre par CAMPS et ICCO.

Tel qu'indiqué lors de la soumission, ce programme s'inscrit dans le cadre d'une intervention plus large dont le montant total est estimé à environ : \$ 1, 631, 855 dont le présent programme contribue à hauteur de 46,5%.

Human Resources:

➤ **Pour UNHCR**

Un Volontaire des Nations Unies (VNU) International a été recruté pour appuyer la partie de mise en œuvre directe du projet au Sud Kivu ainsi que le suivi des activités des partenaires opérationnels et des activités de renforcement des capacités des contreparties gouvernementales.

➤ **Pour ICCO**

24 agents interviennent dans le projet. La totalité des coûts liés au personnel du projet est co-financé par d'autres bailleurs. Il s'agit d'une Coordinatrice du programme, 1 Responsable financier / Comptable, 1 Responsable suivi évaluation, 1 Chauffeur Logisticien, 1 Secrétaire, 15 animateurs et 4 Superviseurs.

➤ **Pour CAMPS**

1 Coordinateur de projet, 1 Responsable des Programmes, 2 Chefs d'antenne, 2 Assistants terrain, 2 Conseillers techniques, 3 gardiens.

➤ **Pour COOPI**

Un chef de projet expatrié, 1 Superviseur des sensibilisations, 3 assistants pour les sensibilisations, 6 animateurs, 2 chauffeurs, 6 gardiens.

III. Implementation and Monitoring Arrangements

La méthodologie de mise en œuvre et le système de suivi seront décrits suivant les volets principaux d'intervention :

1. Volet Formation et renforcement des capacités des acteurs locaux

Les actions menées dans ce volet depuis le démarrage du programme ont été principalement axées sur la création de structures communautaires de prévention, les formations, le développement des modules de sensibilisation, la réalisation d'une étude sur les causes et pratiques culturelles liées aux violences sexuelles.

Création et formation des structures communautaires : il s'agit de réseaux constitués en moyenne de 3 à 5 personnes qui sont choisies au sein de leur communauté sur la base de leur engagement dans la lutte contre les violences sexuelles mais aussi sur la base de leur influence au sein des communautés. Souvent il s'agit de membres d'associations locales, de leaders communautaires, d'autorités, de femmes influentes.

Ces réseaux, qui revêtent une importance capitale dans la pérennisation des activités de prévention des violences sexuelles, assurent les activités de sensibilisation communautaire mais aussi facilitent l'identification des survivants et leur accès aux services de prise en charge.

Au Sud Kivu, chacun des 23 réseaux communautaires constitué a été soutenu dans le développement d'un plan de prévention communautaire, qui indique les risques potentiels d'exposition aux violences sexuelles, les actions à prendre, les acteurs à impliquer – ex. autorités politico administratives.

Les comités de médiation et de défense (CMD) et Carrefours d'échange et d'autopromotion du leadership féminin (CAREAM) créés au Sud Kivu seront en charge de sensibiliser les populations locales afin de prévenir les violences sexuelles dans les milieux ruraux.

Afin de garantir la réalisation de ces activités, les réseaux communautaires reçoivent un appui ponctuel en termes de matériels de sensibilisation mais aussi de moyens de transport (vélo).

Pour les difficultés rencontrées voir chapitre IV.

Formations : d'après l'expérience des partenaires dans le domaine de la prévention des violences sexuelles, les formations s'avèrent être des activités cruciales pour augmenter le niveau de conscientisation notamment des leaders communautaires et des autorités civiles. La formation de ces groupes, qui est assurée par le personnel spécialisé des ONG de mise en oeuvre du programme, est axée sur des thèmes spécifiques, tels que les notions et concepts des violences basées sur le genre et des violences sexuelles, mais aussi sur les conséquences et les instruments légaux de protection, en particulier les résolutions 1325,1820, la loi congolaise de 2006 sur les VS et celle relative à la protection des personnes vivant avec VIH, permet entre autre d'en faire des alliés dans la sensibilisation des communautés.

Enfin, une phase test a été développée au Sud Kivu, où les leaders communautaires qui ont reçu une formation, ont été équipés avec des moyens de communication pour développer un système d'alerte précoce en cas de situations de crises entraînant - ou susceptibles - d'entraîner, des violences sexuelles.

Développement des modules de sensibilisation⁵ : la production de ces modules s'est déroulée en plusieurs étapes, allant de la compilation des définitions et principes de base, à la recherche et étude des modules éventuellement utilisés par les organisations participant au groupe de travail Protection et Prévention, à l'étude avec ses membres des messages clés et des techniques de formation et de sensibilisation utilisées.

Le résultat est celui d'un outil qui est articulé en 5 chapitres et qui constitue un guide pour la réalisation des sessions sur le genre, la prévention des violences sexuelles, les causes et conséquences, l'accès aux services. Les Agences UN lead des autres composantes dans le cadre de la stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles, les ONG nationales et internationales, les institutions étatiques tels que la Division du Genre, Famille et Enfant et la Division Affaires Sociales ont été impliquées dans le développement de cet outil.

A cette fin l'UNHCR a organisé en Novembre 2010 un atelier d'échange sur les meilleures pratiques de formation et de sensibilisation sur les violences sexuelles en faveur de 55 acteurs actifs dans la prévention et protection VS. L'atelier avait pour objectif de réunir les acteurs de prévention et protection afin d'échanger sur les meilleures pratiques les méthodes/techniques de sensibilisation et formation sur les violences sexuelles, d'échanger les messages clés utilisés dans les sensibilisations et formations sur le terrain afin d'harmoniser les approches et les messages de sensibilisation lors des formations.

La même méthodologie a été utilisée pour le set de boîtes à images et posters qui accompagnent ces modules.

Finalement, le draft final des modules a été remis aux membres du groupe de travail Protection et Prévention pour une phase de test lors des activités de sensibilisation. Cela afin de garantir l'adaptabilité de cet outil à la réalité et au contexte dans lequel les acteurs oeuvrent. La finalisation est prévue pour le premier trimestre 2011.

⁵ Voir draft des modules de sensibilisation et rapport de l'atelier sur la production des modules. Annexe II et III.

Réalisation d'un étude⁶ sur les causes et pratiques culturelles liées aux violences sexuelles : l'étude a été réalisée par une équipe de chercheurs identifiés par l'ONG CAMPS en collaboration avec le UNHCR. L'équipe composée par 08 chercheurs était supervisée par le Chef de l'unité de recherche ainsi que par le Coordinateur du Projet CAMPS. La durée de l'étude a été de deux mois, dont une partie destinée aux entretiens dans les différents territoires et une partie destinée à l'analyse des résultats des discussions. Les recherches dans les territoires se sont focalisées principalement sur les pratiques culturelles et les traditions acceptées ou non tolérées par les différentes communautés ainsi que sur les méthodes de prévention utilisées par les personnes âgées vis-à-vis des adolescents, et sur la perception de la loi nationale par rapport au système de gestion traditionnel de cas des violences sexuelles. Les résultats préliminaires de cette étude ont été compilés dans un rapport de recherche et ont été présentés aux différentes structures de coordination existantes, tels que le Cluster Protection, le Groupe de Travail Protection et Prévention, afin de débattre des résultats recueillis et de les enrichir avec l'expérience des différents acteurs.

2. Volet Sensibilisation

Tels que décrites dans le programme, les activités de sensibilisation, représentent un axe principal pour la réduction des risques d'exposition aux violences sexuelles mais aussi pour une meilleure accessibilité aux services.

Les activités de sensibilisation ont été menées dans le respect de la stratégie identifiée par les partenaires opérationnels, et notamment à travers :

- une **stratégie de proximité** qui vise une action plus approfondie de discussion dans les différents ménages avec des groupes restreints de personnes. Cette technique permet aussi d'augmenter les possibilités d'identification des survivants.

Des approches particulières ont été développées dans le cadre des sensibilisations des leaders communautaires au sud Kivu à travers l'organisation des journées d'échanges sur les risques, menaces des VS et les techniques de prévention. Ces journées, facilitées par le personnel CAMPS et les membres des réseaux communautaires, ont permis d'explorer les mythes et réalités liées aux violences sexuelles et ont permis de déterminer des engagements concrets par les leaders qui ont été inclus dans les plans de prévention communautaires.

- une stratégie de **sensibilisation de masse** qui est basée sur une large diffusion des messages clés. Cette stratégie est mise en place à travers l'utilisation de méthodologies qui dans les expériences précédentes se sont avérées particulièrement appropriées pour atteindre toutes les couches de la population et produire une augmentation de la sensibilité vis-à-vis des thématiques touchées. Tel était le cas pour les programmes radio à travers la signature des protocoles d'accord avec les radios communautaires, le cinéma mobile et les projections des films pour « briser le silence », et les journées communautaires.

Toutes les actions de sensibilisation ont été supportées par des dépliants de sensibilisations en Swahili et français sur la prévention et protection contre les VS ou par l'utilisation des boîtes à image.

3. Volet Coordination

Dans le cadre de ses fonctions **en tant que chef de file de la composante Protection et Prévention** l'UNHCR a assuré les actions suivantes :

- Création des groupes de travail. Ces groupes sont constitués par les ONG nationales et internationales, ainsi que les institutions étatiques compétentes qui sont impliquées dans le domaine de la prévention et lutte contre les violences sexuelles. La moyenne est entre 15 et 20 organismes participants.
- Définition des Termes de Référence et du Plan d'action pour ces groupes
- Tenue de réunions mensuelles. Le but des réunions, mise à part la coordination des activités (pour éviter des duplications)⁷ était d'effectuer une analyse régulière du contexte, d'analyser les lacunes et besoins, mais aussi de procéder à une évaluation des approches utilisées et de déterminer les meilleures pratiques et les leçons apprises
- Trois rapports trimestriels ont été produits et partagés avec l'Unité Violences Sexuelles de la MONUSCO

Collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales et la Division des Affaires Sociales

Depuis le début de la mise en oeuvre de la Stratégie Globale de Lutte contre les Violences Sexuelles l'UNHCR a travaillé en étroite collaboration avec ce Ministère dans le cadre du :

- Développement du programme pour la Composante Protection et Prévention
- Gestion des Groupes de Travail Protection et Prévention
- Renforcement des capacités des Agents de la Division Affaires Sociales
- Réalisation de missions conjointes entre la Division Affaires Sociales et l'UNHCR pour le suivi et l'évaluation des activités du programme

⁶ Voir draft rapport de la recherche CAMPS. Annexe IV

⁷ Voir Carte sur la présence géographique des acteurs Protection et Prévention au Sud Kivu. Annexe V

Particulièrement pour le Sud Kivu, l'UNHCR a assuré la **coordination et la complémentarité des activités des partenaires ICCO et CAMPS** à travers la mise en place d'un cadre de coordination régulière.

L'UNHCR a aussi assuré la **liaison avec les autres Groupes de Travail**, notamment Assistance Multi Sectorielle, Lutte contre l'Impunité et Data et Mapping pour le référencement des cas ou les besoins spécifiques à travers le Groupe de Travail Protection et Prévention.

4. Système de suivi et évaluation

Le Système de suivi et évaluation mis en place s'articule autour de 4 aspects :

1. Redevabilité des partenaires opérationnels : au cours de 2010, les partenaires opérationnels ont produit des mises à jour régulières sur l'avancement de leurs programmes à travers des rapports hebdomadaires, mensuels et trimestriels qu'ils ont soumis au HCR.
2. Par ailleurs, il convient de signaler que le système de suivi mis en place par UNHCR et les partenaires de mise en œuvre pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du projet comprend aussi l'élaboration de plans hebdomadaires et mensuels d'activités ainsi que des réunions périodiques et des visites de supervision sur le terrain.
3. Les partenaires ont assuré une participation active et régulière aux réunions du Groupe de Travail, qui est un cadre de Coordination, où ils ont présenté régulièrement l'évolution des activités de prévention et de protection réalisées sur le terrain.
4. Des missions de suivi régulières du personnel UNHCR avec le personnel de la DIVAS Sud Kivu ont été effectuées sur le terrain afin d'évaluer l'équilibre entre les rapports produits par les partenaires et la réalité. Des recommandations concernant la révision des stratégies et des approches ont été formulées et discutées avec les partenaires.

IV. Results

Les acquis principaux du programme à fin 2010 peuvent être résumés comme suit:

Pour le Sud Kivu:

- 3 Comités de médiation et de défense (CMD) et 3 Carrefours d'échange et d'autopromotion du leadership féminin (CAREAM) sont opérationnels.
- Au total 66 personnes, dont 45 leaders communautaires et 21 pairs éducateurs, ont été identifiés et formés sur les notions de base sur le SGBV, GBV et VIH.
- 60 leaders, dont 42 hommes et 18 femmes, sont formés sur les résolutions 1325,1820, la loi congolaise de 2006 sur les VS et celle relative à la protection des personnes vivant avec VIH. A leur tour, ils s'engagent à diffuser leurs connaissances au sein des populations locales et dans les langues locales.
- 45 leaders communautaires ont reçu des moyens de communication afin de pouvoir effectuer des alertes précoces en cas d'incident.
- 23 Réseaux communautaires de protection et prévention contre les violences sexuelles sont opérationnels. Chaque réseau communautaire a développé un plan de prévention pour sa zone opérationnelle. Le plan est discuté et validé avec les leaders locaux.
- plus de 150.000 personnes sont sensibilisées dans les 4 territoires cibles.
- 19 journées d'échange sur les VS et d'autres activités de sensibilisation organisées par les réseaux communautaires
- 87 projections de films à travers le cinéma mobile et 414 spots/émissions radio ont été diffusés
- 14 sessions de théâtre de rue ont été réalisées
- Une étude sur les fondements culturels des VS au Sud-Kivu a été réalisée et partagée avec tous les acteurs de prévention et protection contre les VS.
- Diffusion de messages de prévention et sur l'accès aux services à travers la distribution de plus de 7.000 dépliants et la réalisation des fresques dans les croisements, marchés et autres point importants des villages
- Un module harmonisé de sensibilisation et de formation sur les VS a été élaboré et est utilisé par tous les acteurs de prévention et protection.
- Un atelier avec 55 membres des ONG nationales, internationales et institutions étatiques a été organisé pour harmoniser le contenu et les messages clés des modules de sensibilisation.
- 25 membres de la Division Affaires Sociales ont reçu une formation de 2 jours.

Pour le District de l'Ituri

- 7 comités de vigilance sont établis dont 2 dans le territoire de Mamabasa, 2 dans le territoire de Aru et 3 dans le territoire de Mahagi.
- 3 productions théâtrales ont été réalisées à travers la signature de protocoles avec des compagnies théâtrales locales. Au total 784 personnes ont participé à ces sessions dont 43% étaient des hommes
- 3 journées communautaires, à raison d'une journée par territoire ont été organisées
- Organisation d'activités de sensibilisation de proximité. Les 75 sessions de sensibilisation réalisées ont permis d'attendre 2.184 personnes
- 43 émissions radio ont été réalisées à travers des radios communautaires
- 181 membres d'associations locales et 314 leaders communautaires ont reçu un cours de formation de 3 jours sur les notions de SGBV, GBV et leurs conséquences, la loi nationale sur les violences sexuelles.
- Deux ateliers de formation ont été réalisés pour les membres du Groupe de Travail Protection et Prévention. Au total les représentants de 20 ONG et Institutions étatiques ont participé à ces formations.

Plusieurs partenariats avec des organismes nationaux et internationaux ont été développés afin d'améliorer la qualité des activités pour la mise en œuvre de ce programme. Il s'agit notamment de

- Au Sud Kivu : Search for Common Ground, grâce à son expertise reconnue dans la prévention des violences sexuelles à travers le cinéma mobile, a contribué à la formation du personnel ICCO pour la réalisation de ses activités. Un partenariat avec les ONG Congolaises Héritiers de la Justice et ADI-KIVU a été signé pour la mise en oeuvre des activités de sensibilisation.
- En Ituri le Bureau du Genre, Famille et Enfants, le Centre d'intervention Psychosociale (CIP) et l'ONG congolaise Justice Plus ont mis à la disposition pour les formations leur expertise en matière d'accompagnement psychosocial et légal

En général, le développement des partenariats avec les ONG et Associations congolaises est crucial pour pouvoir mieux évaluer le contexte et particulièrement pour pouvoir adapter en conséquence les messages de sensibilisation afin de garantir une meilleure compréhension des communautés cibles.

Contraintes rencontrées dans la mise du programme

I Dans certains cas, des difficultés ont été rencontrées par rapport à la performance des membres des comités de vigilance dans la réalisation des activités de sensibilisation. Ces difficultés, à savoir un manque de motivation et d'engagement, n'étaient pas dues à un manque de capacités, mais elles dérivait plutôt de leur mécontentement par rapport aux primes d'encouragement dont le montant était considéré insuffisant. Une forte sensibilisation a été faite pour faire comprendre aux membres que leur engagement ne peut pas être assimilable à un travail salarié, mais qu'il s'agit d'un service qu'ils rendent pour le bien-être et la protection de leur communauté. Un changement d'approche envers les Comités de vigilance est donc suggéré pour l'avenir. Il serait souhaitable qu'au lieu de donner une prime individuelle à chaque membre des Comités de Vigilance, un montant mensuel fixe soit donné aux ONG locales auxquelles les sensibilisateurs appartiennent et qui sont actives dans leurs communautés. Cela permettrait ainsi d'éviter que les primes soient considérées comme un salaire et que les membres des Comités de vigilance perdent leur engagement au sein de leur association. Cette approche permettrait également de responsabiliser les associations locales dans la pérennisation des activités de sensibilisation dans leur travail communautaire et permettrait de commencer à envisager une stratégie de sortie.

II. Faible appropriation de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre et les violences sexuelles par les autorités locales, d'où la nécessité d'intensifier les séances d'explication du programme pour ces autorités. De même, le manque de moyens des Divisions des Affaires Sociales, particulièrement dans les territoires, a réduit leurs possibilités d'implication active dans le suivi et le soutien des activités de sensibilisation.

III. Nécessite d'un renforcement continu des capacités des acteurs locaux, particulièrement des associations locales et ONG qui sont associées à la mise en œuvre du programme par les partenaires (ICCO, COOPI, CAMPS).

IV. Les missions de suivi effectuées avaient révélé une faible collaboration entre CAMPS et ICCO. Cela a conduit à la mise sur pied d'un cadre de concertation territorial. Ainsi, chaque mois une séance de travail est organisée entre CAMPS, ICCO et la DIVAS au bureau du territoire ou au bureau d'antenne de CAMPS en vue d'harmoniser la programmation des activités.

V. Future Work Plan (if applicable)

Coordination

- Tenue de réunions mensuelles des Groupes de Travail Protection et Prévention
- Mise à jour régulière de la cartographie des intervenants et de l'analyse des lacunes et besoins

- Réalisation en collaboration avec les membres des Groupes de Travail de sessions de sensibilisation pour les FARDC
- Analyse des besoins en formation des membres des Groupes de Travail

Renforcement des capacités des acteurs locaux

- Production et distribution des versions des modules de sensibilisation, boîtes à image et posters aux intervenants dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles
- Réalisation des ateliers de formation pour les acteurs locaux sur l'utilisation de ces modules
- Création de 3 comités de vigilance dans le district de l'Ituri
- Formation de recyclage pour les différentes structures communautaires – réseaux communautaires, comités de vigilance, CDM, CAREAM, sur les techniques de prévention des violences sexuelles
- Formation des 25 membres de la Division Affaires Sociales dans le District de l'Ituri
- Réalisation d'une étude sur les causes et pratiques liées aux violences sexuelles dans le District de l'Ituri
- Réalisation de missions de suivi et évaluation du programme conjointement avec la DIVAS

Les activités de sensibilisation continueront de manière régulière au cours du premier semestre 2010.

VI. INDICATOR BASED PERFORMANCE ASSESSMENT

	Performance Indicators	Indicator Baselines	Planned Indicator Targets	Achieved Indicator Targets	Reasons for Variance (if any)	Source of Verification	Comments (if any)
Outcome 1							
Contribuer au renforcement des actions des acteurs locaux et des communautés pour une meilleure prévention et lutte contre les violences sexuelles en Ituri et au Sud Kivu							
Output 1.1 La connaissance et la compréhension de la problématique des violences sexuelles sont améliorées	Indicator 1.1.1		31 réseaux communautaires/comités de vigilance sont appuyés	30 réseaux communautaires sont en place et appuyés		Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicateur 1.1.3		au moins 100 sessions théâtrales par mois sont réalisées Des spots radios sont produits et transmis et des sessions de débat sont organisées. 240 sessions de cinéma mobile réalisées	20 sessions théâtrales sont réalisées 457 spots/émissions sont réalisées 87 projections publiques sont réalisées	La réalisation des sessions théâtrales procède plus lentement que les autres activités de sensibilisation car a part l'identification des troupes il faut monter les différentes pièces et les réviser pour contrôler les messages passés ainsi que le contenu	Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicateur 1.1.3		au moins 65 journées communautaires sont organisées	22 journées communautaires sont réalisées (y compris journées		Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation,	

				d'échange)		réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicator 1.1.4		au moins 2.000 sessions de sensibilisation sont réalisées	Plus de 152.000 personnes sensibilisées Trois CEDEAM opérationnels	Le nombre des personnes touchées à travers les sessions de sensibilisation est inclusif des différentes techniques utilisées pour la réalisation des dites sessions, notamment les activités porte à porte, les sessions dans les marches et autres lieux publics, les sessions de cinéma mobile ect.	Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicator 1.1.5		14 sessions de restitution des résultats des études réalisées		Prévu pour 2011		
Output 1.2 Les capacités et les compétences des acteurs locaux dans les zones ciblées sont renforcées	Indicator 2.1.1		50 Agents de la DIVAS participent à un Atelier de formation réalisée par les partenaires de mise en œuvre et UNHCR	25 Agents de la DIVAS formées		Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicator 2.1.2		900 membres d'ONG et Associations féminines	181 membres des ONG		Rapports mensuels et	

			et/ou à base communautaire sont formés 2.400 leaders communautaires sont formés 5 Comités de Médiation sont renforcés	locales formes 440 leaders communautaire formes 3 Comites de médiation formes		trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
	Indicator 2.1.3		Au moins 150 des membres des réseaux communautaires formés (inclure thèmes de formation)	21 membres des réseaux communautaires formés		Rapports mensuels et trimestriels, visites d'évaluation, réunions avec les partenaires, rencontre avec les populations cibles	
Outcome 2 : Contribuer a l'amélioration de la réponse programmatique et de l'harmonisation des approches dans le cadre de la protection et prévention des VS							
Output 2.1: La coordination des interventions en Protection et Prévention est assurée et les approches standardisés	Indicator 2.2.1		12 réunions du GdT par province/district sont assurées Une cartographie des intervenants et interventions est réalisée dans chaque province/district et mise a jour régulièrement Un rapport trimestriel est produit	6 réunions tenues mapping réalisé au Sud Kivu et en cours en Ituri 3 rapports trimestriels produits		Compte rendu des réunions, rapports trimestriels, cartes et fichier pour le mapping, listes de présence	
	Indicator 2.2.2		Des modules de sensibilisation et de formation standard sont produits et diffusés (réduction de l'impact des VS ; prévention des VS; causes et conséquences des VS ;	Le draft des modules de sensibilisation est produit et partagé pour pré test avec les acteurs		Draft des modules, rapports ateliers, listes de présence	

			<p>Stigmatisation, droits de la femme</p> <p>Un atelier de présentation des modules est réalisé</p> <p>Un atelier d'échange des pratiques et de formation des formateurs sur les sensibilisations communautaires est organisé</p> <p>n. des participants aux ateliers</p>	<p>1 atelier est réalisé au Sud Kivu</p> <p>1 Atelier est réalisé en Ituri</p> <p>55 participants pour Sud Kivu 20 participants pour Ituri</p>			
--	--	--	---	--	--	--	--